

REPRINT

C-53

First Session, Thirty-sixth Parliament,
46-47 Elizabeth II, 1997-98

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-53

An Act to increase the availability of financing for the establishment, expansion, modernization and improvement of small businesses

REPRINTED AS AMENDED BY THE STANDING COMMITTEE ON INDUSTRY AS A WORKING COPY FOR THE USE OF THE HOUSE OF COMMONS AT REPORT STAGE AND AS REPORTED TO THE HOUSE ON NOVEMBER 6, 1998

THE MINISTER OF INDUSTRY

RÉIMPRESSION

C-53

Première session, trente-sixième législature,
46-47 Elizabeth II, 1997-98

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-53

Loi visant à accroître la disponibilité du financement de l'établissement, de l'agrandissement, de la modernisation et de l'amélioration des petites entreprises

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ PAR LE COMITÉ PERMANENT DE L'INDUSTRIE COMME DOCUMENT DE TRAVAIL À L'USAGE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES À L'ÉTAPE DU RAPPORT ET PRÉSENTÉ À LA CHAMBRE LE 6 NOVEMBRE 1998

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “*An Act to increase the availability of financing for the establishment, expansion, modernization and improvement of small businesses*”.

SUMMARY

This enactment replaces the *Small Business Loans Act* in order to reform the Small Business Loans Program. The purpose of the Program is to increase the availability of financing for the establishment, expansion, modernization and improvement of businesses with gross annual revenues of up to \$5 million by allocating, between the Minister and lenders, portions of eligible losses incurred by lenders in relation to loans of up to \$250,000 to such businesses for those purposes. The key elements of the enactment are the following:

- (a) it provides for the continuous operation of the Program subject to a comprehensive program review every five years;
- (b) it limits the Minister’s aggregate contingent liability to \$1.5 billion for each five-year period;
- (c) it authorizes the Minister to conduct compliance audits and examinations;
- (d) it authorizes the establishment and operation of pilot projects to determine whether the Program should be extended to include loans to the voluntary sector and capital leases; and
- (e) it reforms the offence and punishment provisions.

The *Small Business Loans Act* will continue to apply to loans made before April 1, 1999 although certain provisions of the new legislation with respect to fees and interim claim payments will also apply to those loans.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:
<http://www.parl.gc.ca>

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l’affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi visant à accroître la disponibilité du financement de l’établissement, de l’agrandissement, de la modernisation et de l’amélioration des petites entreprises* ».

SOMMAIRE

Le texte, qui remplace la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*, a pour objet de réformer le Programme des prêts aux petites entreprises. Celui-ci est destiné aux entreprises admissibles dont les recettes annuelles brutes ne dépassent pas 5 millions de dollars. Il vise à accroître la disponibilité du financement de l’établissement, de l’agrandissement, de la modernisation et de l’amélioration des entreprises admissibles en répartissant entre les prêteurs et le ministre les pertes admissibles à l’égard des prêts consentis à de telles fins pour un montant n’excédant pas 250 000 \$. Les points saillants du nouveau texte sont les suivants :

- a) il met en place le programme de façon permanente sous réserve d’un examen de l’ensemble du programme tous les cinq ans;
- b) il limite la responsabilité totale éventuelle du ministre à 1,5 milliard de dollars pour chaque période quinquennale;
- c) il autorise le ministre à mener des vérifications et des examens de conformité;
- d) il autorise l’établissement et la mise en oeuvre de projets pilotes pour vérifier s’il convient de garantir des prêts à des emprunteurs du secteur bénévole ou des contrats de location-acquisition;
- e) il modifie les dispositions concernant les infractions et les peines.

Même si la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* est abrogée, elle continue à s’appliquer aux prêts consentis avant le 1^{er} avril 1999. Toutefois, ceux-ci tombent également sous le coup de certaines nouvelles dispositions relatives aux frais et aux paiements intérimaires.

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l’adresse suivante :
<http://www.parl.gc.ca>

BILL C-53

PROJET DE LOI C-53

An Act to increase the availability of financing for the establishment, expansion, modernization and improvement of small businesses

Loi visant à accroître la disponibilité du financement de l'établissement, de l'agrandissement, de la modernisation et de l'amélioration des petites entreprises

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada Small Business Financing Act*.

1. *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada.*

Titre abrégé

5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. The definitions in this section apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“lender”
« prêteur »

“lender” means

« ministre » Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé de l'application de la présente loi.

« ministre »
“Minister”

10

(a) a member of the Canadian Payments Association established by subsection 3(1) of the *Canadian Payments Association Act*;

« petite entreprise » Entreprise exploitée au Canada — ou sur le point de l'être — en vue d'un gain ou d'un profit dont les recettes annuelles brutes estimées :

« petite entreprise »
“small business”

(b) a local cooperative credit society, within the meaning of subsection 2(1) of the *Canadian Payments Association Act*, 15 that is a member of a central cooperative credit society, within the meaning of that subsection, if that central cooperative credit society is a member of the Canadian Payments Association; or

(c) any other organization designated by the Minister as a lender for the purposes of this Act. 20

a) soit ne sont pas supérieures à 515 millions de dollars ou à tout montant inférieur fixé par règlement pour l'exercice au cours duquel le prêt est approuvé;

b) soit, dans le cas d'une entreprise en gestation, ne devraient pas, d'après l'estimation faite au moment de l'approbation du prêt par le prêteur, dépasser 5 millions de dollars ou tout montant inférieur fixé par règlement pour son premier exercice d'une durée d'au moins 25 cinquante-deux semaines.

“loan”
« prêt »

“loan” means a loan that meets the conditions set out in subsection 4(1) and is made to a 25 borrower that meets the criteria set out in subsection 4(2).

Sont exclues de la présente définition les entreprises à vocation religieuse ou de bienfaisance et les entreprises agricoles.

“Minister”
« ministre »

“Minister” means the member of the Queen's Privy Council for Canada designated as the Minister for the purposes of this Act. 30

“prescribed”
Version
anglaise
seulement

“prescribed” means prescribed by the regulations.

« prêt » Prêt conforme au paragraphe 4(1) consenti à un emprunteur admissible conformément au paragraphe 4(2).

« prêt »
“loan”

“small
business”
« petite
entreprise »

“small business” means a business carried on or about to be carried on in Canada for gain or profit with an estimated gross annual revenue

« prêteur » Selon le cas :

« prêteur »
“lender”

(a) not exceeding \$5 million or any prescribed lesser amount for the fiscal year of the business during which a loan is approved by a lender in respect of the business; or

a) membre de l'Association canadienne des paiements constituée en vertu du paragraphe 3(1) de la *Loi sur l'Association canadienne des paiements*;

(b) in the case of a business about to be carried on, not expected at the time a loan is approved by a lender in respect of the business to exceed \$5 million or any prescribed lesser amount for its first fiscal year that is of not less than fifty-two weeks duration.

b) société coopérative de crédit locale définie au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'Association canadienne des paiements* et membre d'une société coopérative de crédit centrale — au sens du même paragraphe — qui est elle-même membre de cette association;

c) tout autre organisme agréé comme prêteur par le ministre pour l'application de la présente loi.

It does not include the business of farming or a business having as its principal object the furtherance of a charitable or religious purpose.

APPLICATION

APPLICATION

Loans made
after March
31, 1999

3. (1) This Act applies only in respect of loans made after March 31, 1999.

3. (1) La présente loi ne s'applique qu'aux prêts consentis après le 31 mars 1999.

Prêts
consentis
après le 31
mars 1999

Collection of
annual
administra-
tion fee

(2) Notwithstanding subsection (1), section 12 applies, with the consent of the lender, in respect of any guaranteed business improvement loan that was made by that lender after March 31, 1995 under the *Small Business Loans Act* and that is outstanding after March 31, 1999.

(2) L'article 12 s'applique toutefois, avec le consentement du prêteur, à tous les prêts garantis en cours après le 31 mars 1999 qui ont été consentis en vertu de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* après le 31 mars 1995.

Perception
des frais
d'administra-
tion annuels

Claims for
loss

(3) Any provisions of the regulations with respect to interim claims apply in respect of claims submitted after March 31, 1999, notwithstanding that the claim may be in respect of a guaranteed business improvement loan made under the *Small Business Loans Act*.

(3) Les dispositions des règlements portant sur les demandes d'indemnisation intérimaires s'appliquent aux demandes présentées après le 31 mars 1999 même si la demande d'indemnisation concerne un prêt garanti sous le régime de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*.

Rembourse-
ment des
pertes

Deemed
eligibility

(4) Notwithstanding subsection (1), a loan is deemed to meet the conditions set out in subsection 4(1) and to be made to a borrower that meets the criteria set out in subsection 4(2) if

(4) Par dérogation au paragraphe (1), tout prêt est réputé être conforme au paragraphe 4(1) et avoir été consenti à un emprunteur admissible conformément au paragraphe 4(2) si les conditions suivantes sont remplies :

Critères
d'admissibilité
applicables

(a) the loan is approved before April 1, 1999 and is made on or after that date but before July 1, 1999; and

(b) either the loan meets the conditions set out in subsection 3(2) of the *Small Business Loans Act* that would have applied to the loan if it had been made before April 1, 1999, or subsection 3(7) of that Act would have applied with respect to the application of those conditions to the loan.

a) le prêt a été approuvé avant le 1^{er} avril 1999 et consenti à cette date ou par la suite, mais avant le 1^{er} juillet 1999;

b) soit le prêt répond aux conditions visées au paragraphe 3(2) de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* qui auraient été applicables au prêt s'il avait été consenti avant le 1^{er} avril 1999, soit le paragraphe 3(7) de cette loi aurait été applicable en ce qui touche l'application de ces conditions au prêt.

ELIGIBILITY

ADMISSIBILITÉ

Loan conditions

4. (1) The following conditions must be satisfied in respect of a loan, in addition to any further conditions that may be prescribed:

- (a) the loan must be made by and with the consent of a lender to a borrower who meets the eligibility criteria set out in subsection (2);
- (b) the loan must be in respect of a small business;
- (c) the loan must be for an expenditure or commitment that falls within the scope of one or more prescribed classes of loans; and
- (d) the portion of the cost of the expenditures and commitments to be financed by the loan must not exceed the prescribed limits.

4. (1) Tout prêt doit satisfaire aux critères suivants en plus de ceux fixés par règlement, le cas échéant :

- a) il est consenti par un prêteur à un 15 emprunteur admissible conformément au paragraphe (2);
- b) il est sollicité pour une petite entreprise;
- c) il sert à financer des dépenses et des engagements qui sont visés par au moins 20 une catégorie réglementaire de prêts;
- d) la partie des dépenses et des engagements qu'il sert à financer n'excède pas les plafonds réglementaires.

Critères d'admissibilité du prêt

Criteria for eligibility

(2) A borrower is eligible for a loan on application to a lender if, at the time the loan is made,

- (a) the borrower meets the prescribed 30 eligibility criteria; and
- (b) the outstanding loan amount in relation to the borrower does not exceed \$250,000 or any prescribed lesser amount.

(2) Est admissible à un prêt l'emprunteur 25 qui, au moment de l'octroi du prêt, répond aux conditions suivantes :

- a) il satisfait aux critères d'admissibilité réglementaires;
- b) le prêt impayé le concernant est d'un 30 montant qui n'excède pas 250 000 \$ ou tout montant réglementaire inférieur.

Critères d'admissibilité de l'emprunteur

Meaning of outstanding loan amount

(3) The outstanding loan amount referred to 35 in paragraph (2)(b) is the aggregate of the amount of the proposed loan and the principal amount outstanding, in respect of the borrower and all borrowers that are related to that borrower within the meaning of the regula- 40 tions, of all loans made under this Act, guaranteed business improvement loans made under the *Small Business Loans Act* and guaranteed loans made under the *Fisheries Improvement Loans Act*.

(3) Le montant du prêt impayé visé à l'alinéa (2)b) correspond à la somme du 35 montant du prêt demandé et de l'ensemble du principal impayé des prêts ou des prêts garantis consentis respectivement sous le régime de la présente loi ou sous le régime de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* ou de la *Loi sur les prêts aux entreprises agricoles* 40 à l'emprunteur et aux emprunteurs qui lui sont liés selon les critères réglementaires.

Montants inclus dans le prêt maximal

LIABILITY OF MINISTER

RESPONSABILITÉ DU MINISTRE

Liability of Minister

5. (1) Subject to subsection (2), the Minister is liable to pay a lender any eligible loss, calculated in accordance with the regulations, sustained by it as a result of a loan in respect of which the requirements set out in this Act and the regulations have been satisfied.

5. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le ministre est tenu d'indemniser les prêteurs de toute perte admissible — calculée conformément aux règlements — résultant d'un prêt conforme aux règles énoncées à la présente loi et à ses règlements.

Responsabilité du ministre

Termination of liability

(2) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, give notice to a lender of the termination of the Minister's liability in respect of loans of a prescribed class or of any prescribed classes made by the lender on or after the date set out in the notice.

(2) Avec l'agrément du gouverneur en conseil, le ministre peut adresser au prêteur concerné un avis écrit selon lequel il se dégage de toute responsabilité dans le cas des prêts d'une ou de plusieurs catégories réglementaires de prêts consentis par le prêteur à compter de la date fixée dans l'avis.

Cessation d'effet

When notice to be given

(3) A notice under subsection (2) is not effective unless the date set out in the notice is at least twenty-four hours after receipt of the notice at the head office of the lender.

(3) Pour que l'avis prévu au paragraphe (2) soit valable, il doit s'écouler au moins vingt-quatre heures entre sa réception au siège social du prêteur et la date fixée dans l'avis.

Délai

Program liability ceiling

6. (1) The Minister is not liable to make any payment to a lender in respect of a loss sustained by it as a result of a loan once the Minister's aggregate contingent liability in respect of the aggregate principal amount of the loans made by all lenders and registered by the Minister during each consecutive five-year period, starting with the period beginning on April 1, 1999, exceeds \$1.5 billion or any other amount that is provided by an appropriation Act or another Act of Parliament.

6. (1) Le ministre n'est pas tenu d'indemniser les prêteurs des pertes subies lorsque sa responsabilité totale éventuelle à l'égard du principal global des prêts en cause enregistrés par lui au cours de chaque période quinquennale consécutive à compter du 1^{er} avril 1999 dépasse 1,5 milliard de dollars ou tout autre montant prévu par une loi de crédits ou une autre loi fédérale.

Plafond de responsabilité totale

Limitation of liability in respect of each lender

(2) The liability of the Minister to make any payment to a lender in respect of losses sustained by it as a result of loans made by it and registered by the Minister during each consecutive five-year period, starting with the period beginning on April 1, 1999, is limited to the total of

(2) Il n'est tenu d'indemniser le prêteur des pertes occasionnées à celui-ci par l'octroi de prêts enregistrés par le ministre, pour chacune des périodes quinquennales consécutives, la première débutant le 1^{er} avril 1999, qu'à concurrence d'un montant qui n'exède pas le total de ce qui suit :

Plafond de responsabilité particulière

(a) 90%, or any prescribed lesser percentage, of that part of the aggregate principal amount of the loans made by it during that period that does not exceed \$250,000,

a) 90 % — ou tout pourcentage réglementaire inférieur — de la tranche de principal allant jusqu'à 250 000 \$;

(b) 50%, or any prescribed lesser percentage, of that part of the aggregate principal amount of the loans made by it during that period that exceeds \$250,000 but does not exceed \$500,000, and

b) 50 % — ou tout pourcentage réglementaire inférieur — de la tranche de principal allant de 250 000 \$ à 500 000 \$;

(c) 10%, or any prescribed lesser percentage, of that part of the aggregate principal

c) 10 % — ou tout pourcentage réglementaire inférieur — de la tranche de principal dépassant 500 000 \$.

amount of the loans made by it during that period that exceeds \$500,000.

Maximum loan size

7. (1) The Minister is not liable to make any payment to a lender, in respect of any loss sustained by it as a result of a loan made to a borrower, if the outstanding loan amount in relation to the borrower is more than \$250,000 or any prescribed lesser amount, where that amount has either been disclosed to the lender by the borrower or the lender has actual 10 knowledge of it.

7. (1) Le ministre n'est pas tenu d'indemniser le prêteur de toute perte résultant d'un prêt consenti par celui-ci à un emprunteur dans le cas où le prêt impayé concernant ce dernier est d'un montant — mentionné au prêteur ou 5 dont celui-ci avait effectivement connaissance — qui excède 250 000 \$ ou tout montant réglementaire inférieur.

Plafond maximum des prêts

Meaning of outstanding loan amount

(2) The outstanding loan amount referred to in subsection (1) is the aggregate principal amount outstanding, in respect of the borrower and all borrowers that are related to that borrower within the meaning of the regulations, at the time the loan is made, of all loans made under this Act, guaranteed business improvement loans made under the *Small Business Loans Act* and guaranteed loans 20 made under the *Fisheries Improvement Loans Act*.

(2) Le montant du prêt impayé visé au paragraphe (1) correspond à la somme du 10 montant du prêt demandé et de l'ensemble du principal impayé, au moment de l'octroi du prêt, des prêts ou des prêts garantis consentis respectivement sous le régime de la présente loi ou sous le régime de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* ou de la *Loi sur les prêts aux entreprises agricoles* à l'emprunteur et aux emprunteurs qui lui sont liés selon les critères réglementaires.

Montants inclus dans le prêt maximal

Loss-sharing ratio

8. The liability of the Minister in respect of losses sustained by a lender as a result of a loan made by it is limited to the lesser of 25

- (a) 85%, or any prescribed lesser percentage, of its eligible loss, calculated in accordance with the regulations, and
- (b) a prescribed maximum amount.

8. Le ministre n'est tenu d'indemniser le 20 prêteur des pertes occasionnées à celui-ci par l'octroi d'un prêt qu'à concurrence du moindre des montants suivants :

- a) 85 % — ou tout pourcentage réglementaire inférieur — de toute perte admissible 25 calculée selon le règlement;
- b) le montant réglementaire maximal.

Ratio de partage des pertes

Other limitations — registration fee, etc.

9. (1) Subject to the regulations, the Minister is not liable to make any payment to a lender in respect of any loss sustained by it as a result of a loan made by it unless the lender has, in respect of that loan, 30

- (a) paid to the Minister the registration fee 35 in accordance with section 11; and
- (b) complied with the other requirements of this Act and the regulations.

9. (1) Sous réserve du règlement, le ministre n'est toutefois pas tenu d'indemniser le prêteur si celui-ci : 30

- a) d'une part, ne lui a pas versé les droits d'enregistrement prévus par l'article 11;
- b) d'autre part, ne satisfait pas à toutes les autres exigences prévues par la présente loi et par ses règlements. 35

Limite supplémentaire : droits d'enregistrement

Other limitations — annual administration fee

(2) The Minister is not liable to make any payment to a lender in respect of any loss sustained by it as a result of a loan made by it unless the lender has, in respect of all loans made by it, paid to the Minister the annual administration fee in accordance with section 12. 45

(2) Le ministre n'est pas tenu d'indemniser le prêteur si celui-ci ne lui a pas versé les frais d'administration annuels prévus par l'article 12 pour l'ensemble des prêts qu'il a consenti.

Limite supplémentaire : frais d'administration annuels

FEES AND CHARGES

DROITS ET FRAIS

Condition re:
fees and
charges

10. Every loan is subject to the condition that no fee or charge is payable by a borrower in respect of the loan other than

- (a) interest;
- (b) the registration fee; and
- (c) any other prescribed fee or charge that is specified in the regulations as being payable by the borrower.

10. Tout prêt est assujéti à la condition que seuls les droits et frais suivants sont payables par l'emprunteur :

- a) les intérêts;
- b) les droits d'enregistrement;
- c) tous autres droits et frais réglementaires précisés expressément par règlement.

Condition —
droits et frais

Registration
fee

11. Every lender shall pay to the Minister, at the time a loan made by that lender is submitted for registration, a registration fee of an amount calculated in accordance with the regulations in respect of the loan. The registration fee may be charged by the lender to the borrower.

11. Au moment de la présentation du prêt pour enregistrement, le prêteur paie au ministre les droits d'enregistrement dont le montant 10 est calculé conformément au règlement. Il peut faire payer ces droits par les emprunteurs.

Droits
d'enregistre-
ment

Annual
administra-
tion fee

12. Every lender shall, in accordance with the terms and conditions set out in the regulations, pay to the Minister, in respect of a loan, an annual administration fee of an amount calculated in accordance with the regulations. The lender may not charge the borrower for that fee otherwise than through the imposition of interest in respect of the loan.

12. Le prêteur paie au ministre, selon les modalités réglementaires, les frais d'administration annuels calculés conformément au 15 règlement. Il ne peut faire payer ces frais par les emprunteurs, sauf indirectement par le biais de l'intérêt.

Frais
d'administra-
tion annuels

PILOT PROJECTS

PROJETS PILOTES

Regulations

13. (1) Notwithstanding anything in this Act, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make any regulations that the Governor in Council considers necessary respecting the establishment and operation of one or more pilot projects for testing whether to guarantee loans made to borrowers in the voluntary sector or capital leases and to determine the legislative and regulatory measures required to do so.

13. (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, le gouverneur en conseil peut, sur 20 recommandation du ministre, prendre les règlements qu'il juge nécessaires concernant l'établissement et la mise en oeuvre de projets pilotes visant à déterminer s'il convient de garantir des prêts consentis à des emprunteurs 25 du secteur bénévole ou des contrats de location-acquisition et, si oui, quelles mesures législatives et réglementaires seraient alors éventuellement nécessaires.

Règlements

Program
liability
ceiling

(2) The Minister's maximum aggregate contingent liability in respect of a pilot project may be established by an appropriation Act or another Act of Parliament.

(2) La responsabilité totale éventuelle maximale du ministre à l'égard de chaque projet pilote peut être prévue par une loi de crédits ou une autre loi fédérale.

Plafond de
responsabilité

Maximum
duration of
pilot projects

(3) Subject to subsection (4), regulations made under subsection (1) have a maximum duration of five years from the time they come into force.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), la durée maximale d'application d'un règlement pris en vertu du paragraphe (1) est de cinq ans.

Durée
maximale
d'un projet
pilote

Extension of regulations

(4) If, as a result of a pilot project referred to in subsection (1), the Minister decides to guarantee loans made to borrowers in the voluntary sector or capital leases, the Minister shall cause to be published in the *Canada Gazette* a notice of that decision and the regulations made under that subsection in relation to that pilot project will continue to have effect until the earlier of

- (a) the coming into force of the legislative and regulatory measures referred to in that subsection, and
- (b) one year after the day on which they would otherwise cease to have effect.

(5) The Minister shall cause a copy of each regulation proposed to be made under subsection (1) to be laid before each House of Parliament before it is made and that House shall refer the proposed regulations to the appropriate Committee of each House.

(4) Si, au terme d'un tel projet pilote, le ministre décide de garantir des prêts aux emprunteurs du secteur bénévole ou des contrats de location-acquisition, il fait publier un avis à cet effet dans la *Gazette du Canada* et le règlement applicable est prorogé jusqu'à la date d'entrée en vigueur des mesures législatives et réglementaires qui en découlent, mais en tout état de cause pour une période maximale d'un an.

Prorogation

Tabling of proposed regulations

(5) Le ministre fait déposer devant chaque chambre du Parlement tout projet de règlement fondé sur le paragraphe (1) et la chambre renvoie ce projet de règlement à son comité compétent.

Dépôt des projets de règlement

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations

14. (1) The Governor in Council may, subject to subsection (2), on the recommendation of the Minister, make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations

- (a) authorizing the Minister to designate organizations as lenders;
- (b) prescribing classes of loans;
- (c) respecting loan application, loan registration and claims forms, including the information to be included in such forms;
- (d) respecting the further conditions for eligibility referred to in subsection 4(1);
- (e) respecting limits referred to in paragraph 4(1)(d);
- (f) respecting eligibility criteria for borrowers;
- (g) respecting the calculation of eligible loss;
- (h) respecting the extent of the Minister's liability in respect of a loan where certain provisions of this Act or the regulations have not been complied with, including prescribing conditions that may be attached to that liability;

14. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, prendre des règlements d'application de la présente loi, notamment des règlements :

- a) autorisant le ministre à agréer des organismes à titre de prêteurs;
- b) établissant des catégories de prêts;
- c) concernant les formulaires de demande de prêt, d'enregistrement de prêt et de demande d'indemnisation, notamment les renseignements devant y figurer;
- d) concernant les critères d'admissibilité à un prêt autres que ceux visés aux alinéas 4(1)a), b) et c);
- e) concernant les plafonds réglementaires visés à l'alinéa 4(1)d);
- f) concernant les critères d'admissibilité applicables aux emprunteurs;
- g) concernant le calcul des pertes admissibles;
- h) prévoyant les limites de la responsabilité du ministre, y compris les conditions d'engagement de sa responsabilité, à l'égard des prêts en cas d'inobservation de certaines

Règlements

- (i) respecting the making of loans, including loan approval, maximum loan terms, repayment requirements and security requirements, including guarantees and suretieships; 5
- (j) respecting the maximum rates of interest payable in respect of a loan;
- (k) respecting the registration and administration of loans, including in respect of default, recovery, claims for loss by lenders and payment of claims by the Minister, including interim claim payments; 10
- (l) authorizing the Minister to extend the prescribed period within which a claim may be submitted; 15
- (m) respecting registration and annual administration fees that are payable under this Act, including prescribing their calculation and payment, including the time when and the manner in which the fees and charges shall be paid, the additional fees that may be charged for the late payment of the fees and charges, the refunding of fees and charges and the circumstances in which any fees and charges previously paid may be refunded in whole or in part; 20
- (n) respecting fees and charges, including insurance premiums and charges for putting security in place, that are payable by the borrower; 30
- (o) respecting audits and examinations;
- (p) respecting the submission of documents, information, reports, fees and charges;
- (q) respecting documents, information, records and books of account to be kept by lenders; 35
- (r) respecting documents, information and reports to be provided under this Act;
- (s) providing for the acquisition, assumption, transfer or assignment of loans, including the attachment of terms and conditions to those acts and the adjustment of the Minister's liability; 40
- (t) respecting, in the case of an amalgamation of lenders, the adjustment of the dispositions de la présente loi ou de ses règlements;
- i) concernant l'octroi du prêt, notamment son approbation, sa durée maximale, les exigences relatives à son remboursement et les sûretés, y compris les garanties et les cautionnements; 5
- j) concernant les taux d'intérêt maximum du prêt;
- k) concernant l'enregistrement et l'administration du prêt, notamment les cas de défaut, le recouvrement, les réclamations pour pertes des prêteurs et l'indemnisation par le ministre, y compris les paiements intérimaires; 10 15
- l) autorisant le ministre à proroger tout délai réglementaire pour la présentation des demandes d'indemnisation;
- m) concernant les droits d'enregistrement et les frais d'administration annuels payables sous le régime de la présente loi, notamment pour en prévoir le calcul et pour fixer les modalités de temps ou autres selon lesquelles ils doivent être payés et les pénalités sanctionnant les retards de paiement, le remboursement des droits et frais, ainsi que, le cas échéant, les circonstances dans lesquelles ces droits et frais peuvent être remboursés en tout ou en partie; 20 25
- n) concernant les droits et frais payables par l'emprunteur, notamment les frais reliés aux assurances et à la prise de sûretés; 30
- o) concernant les exigences en matière de vérification et d'examen;
- p) concernant la transmission des documents, renseignements, rapports, droits et frais; 35
- q) concernant les documents, renseignements, dossiers et livres de comptabilité que doivent tenir les prêteurs; 40
- r) concernant les documents, les renseignements et les rapports à fournir sous le régime de la présente loi;
- s) prévoyant l'acquisition, la prise en charge, la cession ou le transfert des prêts, notamment leur assujettissement à des

Minister's liability in respect of loans made by those lenders;

(u) respecting the subrogation of Her Majesty in the rights of a lender with respect to a loan;

(v) respecting the meaning of "related" for the purposes of subsections 4(3) and 7(2); and

(w) prescribing anything that by this Act is to be prescribed.

conditions et le rajustement de la responsabilité du ministre;

t) concernant, en cas de fusion de prêteurs, le rajustement de la responsabilité du ministre quant aux prêts consentis par ces prêteurs;

u) concernant la subrogation de Sa Majesté dans les droits du prêteur;

v) en vue de définir les circonstances où des emprunteurs sont liés pour l'application des paragraphes 4(3) et 7(2);

w) en vue de toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi.

Ministerial recommendation

(2) Regulations under paragraph (1)(j) shall be made on the recommendation of the Minister and the Minister of Finance.

(2) Le règlement visé à l'alinéa (1)j) nécessite la double recommandation du ministre et du ministre des Finances.

Recommandations ministérielles

Tabling of proposed regulations

(3) The Minister shall cause a copy of each regulation proposed to be made under subsection (1) to be laid before each House of Parliament before it is made and the House shall refer the proposed regulations to the appropriate Committee of each House.

(3) Le ministre fait déposer devant chaque chambre du Parlement tout projet de règlement fondé sur le paragraphe (1) et la chambre renvoie ce projet de règlement à son comité compétent.

Dépôt des projets de règlement

AUDIT OR EXAMINATION

VÉRIFICATION ET EXAMEN

Minister's powers

15. (1) The Minister may, after giving at least twenty-one days notice in writing to a lender, conduct an audit or examination of the lender's documents, records and books of account to verify that this Act and the regulations are being complied with in respect of a loan, including that the lender has exercised due diligence, as provided in the regulations, in the approval and administration of the loan and that the documentation submitted to the Minister in respect of the borrower is accurate and complete.

15. (1) Le ministre peut, en donnant par écrit un avis d'au moins vingt et un jours au prêteur, procéder, à l'égard d'un prêt, à la vérification ou à l'examen des documents, dossiers et livres de comptabilité du prêteur pour s'assurer de l'application de la présente loi et de ses règlements, notamment pour s'assurer que le prêteur a fait preuve de diligence — comme l'y obligent les règlements — dans l'approbation et l'administration d'un prêt et que les documents qui lui sont transmis concernant l'emprunteur sont corrects et complets.

Pouvoir du ministre

Records to be made available

(2) The documents, records and books of account shall, for the purposes of the audit or examination, be made available at all reasonable times to any person authorized by the Minister for the purpose.

(2) Les personnes que le ministre autorise à procéder à la vérification ou à l'examen peuvent, à tout moment convenable, consulter les documents, dossiers et livres de comptabilité.

Consultation des dossiers

Assisting authorized persons

(3) Every lender shall, for the purpose of an audit or examination under this Act, give all reasonable assistance to any person authorized by the Minister to carry out the audit or examination, provide access to all relevant sites, answer, orally or in writing, as required,

(3) Tout prêteur doit, dans le cadre des vérifications ou examens effectués en vertu de la présente loi, donner aux personnes autorisées par le ministre à y procéder l'assistance raisonnable requise à cette fin ainsi que l'accès aux lieux appropriés, répondre aux

Aide aux personnes autorisées

all questions relating to the subject-matter of the audit or examination and provide all information and documentation in their possession and all copies required for the purpose of the audit or examination. Without the permission of the lender, the authorized person shall not remove the documentation or copies from the relevant sites. 5 questions pertinentes, oralement ou par écrit selon le cas, et fournir tous renseignements et documents utiles en sa possession de même que les doubles qui sont nécessaires à la vérification ou à l'examen. Sauf autorisation du prêteur, les documents et doubles ne peuvent être emportés des lieux en question. 5

Report of audit

(4) The Minister shall provide the lender with a copy of the report of the audit or examination within twenty-one days after the report is completed. 10

(4) Une fois le rapport sur la vérification ou l'examen rédigé, le ministre en transmet copie au prêteur dans les vingt et un jours. 10

Copie du rapport

Non-compliance

(5) If a lender refuses or intentionally fails to comply with any requirement of this section, the Minister may notify the lender in writing that the Minister is not liable under this Act to make any payment to the lender in respect of any loss sustained by it as a result of any loan made by it. 15

(5) Lorsqu'un prêteur refuse ou intentionnellement omet de se conformer à toute exigence prévue au présent article, le ministre peut lui donner avis par écrit qu'il n'est plus tenu de l'indemniser des pertes subies par suite de l'octroi de tout prêt. 15

Inobservation

OFFENCES AND PUNISHMENT

INFRACTIONS ET PEINES

Offence

16. (1) Every person commits an offence who, in respect of a loan, 20

16. (1) Commet une infraction :

Infractions

(a) knowingly makes any false statement or misrepresentation in an application, report or other document or wilfully furnishes any false or misleading information; 25

a) quiconque, relativement à un prêt, fait sciemment une fausse déclaration ou une fausse assertion dans une demande de prêt, un rapport ou un autre document ou fournit délibérément un renseignement faux ou trompeur; 20

(b) being a borrower, without the consent of the lender and with fraudulent intent, disposes of any assets taken as security for the loan where the disposition is not permitted by the regulations; or 30

b) l'emprunteur qui dispose d'un élément d'actif grevé d'une sûreté pour garantir un prêt alors que la disposition n'est pas réglementaire, s'il le fait sans le consentement du prêteur et avec une intention frauduleuse; 25

(c) being a borrower, uses the proceeds of the loan, with fraudulent intent, for a purpose that does not fall within the scope of any prescribed class of loans. 30

c) l'emprunteur qui, avec une intention frauduleuse, utilise le produit du prêt à une fin autre que celles visées par les catégories réglementaires de prêts. 30

Punishment

(2) Every person who commits an offence under subsection (1) 35

(2) Quiconque commet une infraction en-cour, sur déclaration de culpabilité : 35

Peines

(a) is guilty of an indictable offence and liable to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding five years, or to both; or 40

a) par mise en accusation, une amende maximale de 500 000 \$ et un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines; 40

(b) is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding \$50,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both. 40

b) par procédure sommaire, une amende maximale de 50 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines. 40

Limitation period	(3) Any proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under subsection (1) may be instituted at any time within but not later than three years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.	(3) Les poursuites par procédure sommaire se prescrivent par trois ans à compter de la perpétration de l'infraction.	Prescription
-------------------	---	--	--------------

	GENERAL	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
Payment out of C.R.F.	17. Any amount payable by the Minister to a lender under this Act is to be paid out of the Consolidated Revenue Fund.	17. Toutes les sommes que verse le ministre aux prêteurs sous le régime de la présente loi sont prélevées sur le Trésor.	Versements sur le Trésor
Annual report	18. The Minister shall, within twelve months after the end of each fiscal year, cause a report on the administration of this Act during the preceding fiscal year to be made.	18. Le ministre fait établir, dans les douze mois suivant chaque exercice, un rapport sur l'application de la présente loi pour l'exercice précédent.	Rapport annuel
Five-year review	19. The Minister shall, within twelve months after March 31, 2004 and every five years after that, cause a comprehensive review and report of the provisions and operation of this Act during the preceding five years to be made.	19. Dans l'année suivant le 31 mars 2004, et ce ensuite tous les cinq ans, le ministre fait procéder à l'examen de l'application de la présente loi et à l'établissement d'un rapport à cet égard pour les cinq années précédentes.	Rapport quinquennal
Laying of reports before Parliament	20. The Minister shall cause a copy of each report referred to in sections 18 and 19 to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the day on which the report is made.	20. Le ministre fait déposer une copie des rapports visés aux articles 18 et 19 devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci après leur établissement.	Dépôt des rapports

CONSEQUENTIAL AMENDMENT

MODIFICATION CORRÉLATIVE

	<i>Bank Act</i>	<i>Loi sur les banques</i>	
1991, c. 46	21. Subparagraph 427(1)(m)(v) of the <i>Bank Act</i> is replaced by the following:	21. Le sous-alinéa 427(1)m(v) de la <i>Loi sur les banques</i> est remplacé par ce qui suit :	1991, ch. 46
1993, c. 6, s. 6(E)	(v) any works for the improvement or development of an aquaculture operation for which a loan, as defined in the <i>Canada Small Business Financing Act</i> , a business improvement loan, as defined in the <i>Small Business Loans Act</i> , or a farm improvement loan, as defined in the <i>Farm Improvement Loans Act</i> , may be made,	(v) toute entreprise en vue de l'amélioration ou de la mise en valeur d'une exploitation aquicole pouvant faire l'objet d'un prêt au sens de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> , de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> ou de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles</i> ,	1993, ch. 6, art. 6(A)

REPEAL

ABROGATION

Repeal of R.S., c. S-11	22. The <i>Small Business Loans Act</i> is repealed on March 31, 1999.	22. La <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> est abrogée le 31 mars 1999.	Abrogation de L.R., ch. S-11
-------------------------	---	---	------------------------------

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa, Canada K1A 0S9